

REFLECTIONS

ENSEIGNEMENTS TIRÉS DES ÉVALUATIONS : SOUTIEN DU PNUD EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ DES SEXES EN TANT QU'ACCÉLÉRATEUR DES ODD

Auteur principal : Ana Rosa Monteiro Soares

Associé de recherche : Rakesh Ganguli

INTRODUCTION

Les objectifs de développement durable¹ (ODD) représentent un engagement audacieux visant à mettre fin à toutes les formes de pauvreté d'ici à 2030. En tant qu'acteur central du système de développement des Nations Unies, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a respecté son engagement dans le Plan stratégique 2022-2025. Celui-ci consistait à élargir les choix des populations pour un avenir plus juste et plus durable, afin de construire le monde envisagé par l'Agenda 2030 dans lequel la planète et l'humanité seraient en équilibre². En soutien aux actions de l'organisation, le Bureau indépendant d'évaluation (BIE) du PNUD effectue des examens rapides des enseignements tirés des évaluations afin de fournir des conseils basés sur des données probantes aux bureaux de pays du PNUD sur les domaines d'intervention pertinents. Il rédige également des documents intitulés « Réflexions ».

Le présent document de réflexions est consacré aux enseignements tirés du travail du PNUD dans le cadre de ses efforts en vue de promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles en tant qu'accélérateur des objectifs de développement durable (ODD). Il présente également des enseignements qui pourraient fournir des orientations aux initiatives de réponse au COVID-19 du PNUD et aux stratégies émergentes en vue d'un meilleur alignement. Les enseignements présentés pourraient par ailleurs mettre davantage l'accent sur le genre dans la poursuite des ODD au lendemain de la pandémie.

MÉTHODOLOGIE

La méthode utilisée est une évaluation rapide des données probantes. Elle vise à d'offrir une vue d'ensemble équilibrée et synthétisée des données issues de l'évaluation qui ont été communiquées au Centre de gestion en ligne des évaluations entre janvier 2018 et septembre 2021. En outre, le prototype d'intelligence artificielle pour l'analyse du développement (AIDA) du BIE du PNUD a été testé en vue d'identifier les documents pertinents à inclure. Ce document, qui couvre et s'appuie sur 49 évaluations indépendantes de programmes de pays (EIPP) et 20 évaluations thématiques, repose

principalement sur les évaluations nationales, institutionnelles et thématiques menées par le BIE. En outre, lors de la définition de ces enseignements, des évaluations décentralisées de haute qualité commandées par les bureaux de pays ont également été prises en compte, ainsi que sept Rapports annuels de l'Administrateur pour une triangulation plus poussée. D'autres références externes et documents de discussion fiables ont également été étudiés. L'accent a été mis sur l'examen des résultats, des conclusions et des recommandations fournissant des enseignements pertinents sur ce qui a fonctionné, ce qui n'a pas fonctionné et la source de ces revers en ce qui concerne le travail du PNUD dans la promotion de l'égalité des sexes en tant que condition préalable à l'accélération de l'accomplissement des ODD.

Il ne s'agit pas d'un examen systématique des publications du PNUD, mais d'une synthèse des enseignements clés visant à proposer des informations pratiques et opportunes pour aider à une prise de décision efficace du PNUD. En explorant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles en tant qu'accélérateur des ODD, cet examen s'appuie sur les connaissances issues des supports d'évaluation qui abordent les interconnexions et les effets que le travail en faveur de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles apporte en termes de résultats pour les ODD.

CONTEXTE

Que ce soit dans le Programme 2030³ ou dans le Plan stratégique du PNUD⁴ et sa Stratégie pour l'égalité des sexes⁵, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles constitue un objectif autonome (ODD 5), mais il est également envisagé comme couvrant les 16 ODD restants. Il est effectivement mentionné dans 45 cibles et 54 indicateurs mesurant les réalisations du PNUD. On suppose que l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles ne sont pas seulement une condition préalable à la réalisation des ODD, mais aussi un accélérateur pour leur réalisation, faisant de l'ODD 5 un objectif unique en son genre. Cette hypothèse est directement liée au besoin d'une représentation juste, de la reconnaissance des besoins propres et d'une répartition équitable des avantages, des ressources, du statut et des droits des genres quels qu'ils soient. En fin de compte, pour accélérer la progression vers les ODD, l'objectif est de modifier les normes, les valeurs culturelles, les structures de pouvoir et les causes des inégalités afin de lutter contre la discrimination à l'égard des personnes vulnérables vivant en marge de la société, en particulier les filles, les femmes et les minorités de genre.

Les plans stratégiques passés et actuels du PNUD ont reconnu que l'avancement de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles nécessite une vision holistique des programmes plutôt qu'une perspective fragmentée qui se concentre sur seulement un ou quelques domaines d'intervention. L'intégration et les synergies limitées entre les domaines thématiques et les partenaires stratégiques affectent l'atteinte et la durabilité des résultats en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles, mais aussi de tous les autres domaines.

APERÇU DES ENSEIGNEMENTS TIRÉS

1

Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles dans tous les domaines du programme accélère les progrès en faveur des ODD, y compris ceux qui ne ciblent pas explicitement l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles.

2

Une meilleure compréhension des discriminations croisées et une analyse plus approfondie des questions liées au genre sont la clé du succès d'une approche de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles fondée sur le principe de ne laisser personne de côté pour accélérer la progression en faveur des ODD.

3

La responsabilité partagée et les partenariats sont essentiels à l'intégration d'approches multidimensionnelles pour promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles et à l'accélération de la réalisation des ODD, en aidant à transformer les « parties prenantes » en « parties gagnantes » dans l'intérêt de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles.

4

Les femmes sont des agents clés du changement dans le domaine de l'environnement et de l'énergie, mais les initiatives doivent s'attaquer à la discrimination et aux normes sociales et culturelles qui empêchent souvent les femmes de tirer profit des résultats au-delà de leur participation.

5

Les initiatives de prévention des crises, de riposte, de relèvement, de stabilisation et de consolidation de la paix qui intègrent de manière adéquate des approches sensibles au genre obtiennent des résultats plus stables et améliorent l'autonomisation des femmes sur le long terme.

6

Le Label égalité des sexes du PNUD met l'accent sur l'égalité des sexes dans les domaines programmatiques et promeut l'intégration d'approches qui accélèrent les résultats au-delà des réalisations en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes et des filles.

7

Des ressources adéquates en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes et des filles sont une nécessité absolue, mais sans l'engagement concret des bureaux de pays et des partenaires pour une action soutenue, elles ne garantissent pas des résultats transformateurs en matière de genre.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

1 Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles dans tous les domaines du programme accélère les progrès en faveur des ODD, y compris ceux qui ne ciblent pas explicitement l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles.

L'approche du Plan stratégique visant à intégrer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans tous les domaines de travail s'est avérée un accélérateur clé des résultats en matière de développement. Le PNUD s'éloigne progressivement d'un décompte des bénéficiaires fondé sur le sexe pour s'engager dans des démarches plus sensibles au genre qui répondent aux différents besoins des hommes et des femmes⁶. Le renforcement des liens entre les interventions en amont et en aval, et en parallèle l'intégration entre les domaines thématiques et la création de synergies, s'avère essentiel pour accroître les chances de réaliser des changements plus transformateurs en matière de genre, et donc d'accélérer la réalisation des ODD (Panama, Uruguay, Zambie)⁷. Il s'est avéré important d'identifier également les interventions et les approches conduisant à un changement structurel et transformationnel, afin de créer un environnement socioéconomique et culturel qui offre la possibilité aux femmes et aux filles de participer efficacement à la vie publique, politique, sociale, économique et culturelle, et ce à tous les niveaux.

Le PNUD a été plus en mesure d'atteindre et d'accélérer l'obtention des résultats lorsqu'il a porté son attention au-delà de l'emploi et de la génération de revenus pour renforcer l'égalité des sexes dans la planification nationale et pour éliminer les obstacles structurels à l'autonomisation économique des femmes, y compris des déterminants critiques tels que le fardeau disproportionné des soins non rémunérés (Bangladesh, Côte d'Ivoire, Sierra Leone, Tanzanie, Uruguay)⁸.

Le PNUD a également mieux réussi à obtenir des résultats intégrés lorsqu'il s'est associé à plusieurs ministères pour s'assurer que la planification, la mise en œuvre et l'établissement de rapports concernant les ODD tiennent compte du genre. Ces activités impliquaient le soutien à la collecte et à l'analyse de données ventilées par sexe, l'intégration de l'analyse des questions liées au genre dans les examens nationaux volontaires et l'utilisation d'une budgétisation sensible au genre pour assurer une répartition plus équitable des ressources associées aux plans nationaux ou infranationaux⁹.

Une intensification de la promotion de l'égalité des sexes dans tous les domaines du programme accélère les progrès en faveur de la réalisation des ODD. En Turquie, les projets de subventions ont été sélectionnés sur la base de critères de genre, et tous les bénéficiaires ont reçu une formation sur l'intégration des questions liées au genre¹⁰. À Madagascar, la majorité des personnes accédant aux services des centres d'aide juridique soutenus par le PNUD sont des femmes (78 % en 2017). Tirant parti de ce point d'accès, le PNUD a appuyé les efforts visant à réaliser le droit des femmes à participer aux affaires publiques du pays en tant qu'électrices¹¹, faisant ainsi progresser la promotion de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes et des filles pour une vision holistique des programmes plutôt qu'une perspective fragmentée qui se concentre sur un ou quelques privilégiés.

Le Plan stratégique du PNUD pour la période 2018–2021 était essentiel pour promouvoir l'importance de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes en tant que véritable accélérateur des résultats en matière de développement. Grâce à son nouveau Plan stratégique pour la période 2022–2025 et à une nouvelle stratégie pour l'égalité des sexes en cours d'élaboration, le PNUD est en mesure d'expliquer plus clairement de quelle manière les approches fondées sur l'intégration des questions de genre permettent d'obtenir des résultats plus transformateurs en matière de genre dans tous les domaines du développement. En outre, l'utilisation de cadres clairs tels que l'Échelle d'efficacité des résultats en matière de genre (GRES) peut aider à la conception, à la mesure et à l'accélération de programmes permettant d'atteindre les ODD. Comme mentionné dans l'évaluation du Plan stratégique, les principales contraintes restent le manque de ressources financières et humaines adéquates¹².

2

Une meilleure compréhension des discriminations croisées et une analyse plus approfondie des questions liées au genre sont la clé du succès d'une approche de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles fondée sur le principe de ne laisser personne de côté pour accélérer la progression en faveur des ODD.

L'intersectionnalité des discriminations est largement reconnue comme un phénomène affectant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles ainsi que le statut socioéconomique et l'accès aux droits et opportunités des individus. Cela doit encore être traduit dans un cadre de résultats fondé sur le principe de ne laisser personne de côté au PNUD¹³. En Uruguay, le PNUD a apporté des contributions non négligeables pour garantir la mise en place du cadre juridique nécessaire à l'égalité des sexes et des ethnies¹⁴. Dans le cas de l'Uruguay, il convient d'accorder une plus grande attention au système de soins précoces et aux soins aux personnes handicapées et aux personnes âgées, qui constituent tous des obstacles structurels à la garantie de l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes.

En outre, il peut être difficile pour les programmes du PNUD de reconnaître la diversité des genres et des identités sexuelles dans la même mesure que les identités croisées des hommes, des femmes et des personnes non binaires. Cela exige l'élaboration et la mise en œuvre d'une analyse méticuleuse des questions liées au genre. Une partie de cette analyse consiste à présenter et à comprendre la façon dont le genre se recoupe avec d'autres catégories de discrimination comme la race, l'origine ethnique ou l'orientation sexuelle, l'âge, l'identité, etc. Plusieurs EIPP ne considèrent pas nécessairement leur travail comme s'inscrivant dans le cadre du soutien à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes et des filles, mais plutôt comme étant en accord avec le principe de ne laisser personne de côté, précisément en raison du potentiel en tant qu'accélérateur de plusieurs ODD (Panama, Uruguay, Zambie).

Bien que le PNUD se soit penché sur les questions de l'égalité des sexes et des droits humains, il est souvent passé à côté d'occasions de s'engager dans un travail plus transformateur avec davantage d'approches en accord avec le principe de ne laisser personne de côté, qui sont nécessaires pour accélérer la réalisation des ODD visant à remodeler les déterminants sociaux. Un plus grand engagement dans ce travail de transformation est également essentiel en vue d'opérer une transformation économique en vue de la réduction de la pauvreté, du renforcement de la résilience et de la cohésion sociale à travers le prisme du principe de ne laisser personne de côté (Mozambique)¹⁵. Il est essentiel d'accroître les compétences et les capacités pour faire progresser ce principe ainsi que l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles,

et ainsi saisir le point d'intersection de différents types de discrimination et la complexité des dimensions des inégalités de genre.

Le simple ciblage des hommes et des femmes dans les projets peut entraîner une négligence de leur statut socioéconomique, leur âge, leur orientation sexuelle, leur origine ethnique ou d'autres facteurs. Le PNUD peut renforcer ses capacités pour mieux comprendre, en focalisant son attention au-delà de l'individu, de quelle manière le genre interagit avec d'autres variables sociales et les répercussions de ces interactions sur les inégalités au sein de systèmes structurels plus larges de pouvoir et de discrimination.

Le soutien du PNUD aux pays s'est notamment illustré par ses ressources techniques et son assistance financière dans la préparation des évaluations sur le respect du principe de ne laisser personne de côté dans le cadre des rapports nationaux sur les ODD et des examens nationaux volontaires. Tandis que les nouvelles technologies et la macroéconomie sont des sujets spécifiques absents des plans et stratégies relatifs au principe de ne laisser personne de côté, des dimensions telles que la pauvreté, le déplacement, l'orientation et l'identité sexuelles sont également exclues de l'analyse de ces rapports et examens nationaux. Les principaux groupes cibles, tels que les personnes en situation de handicap, les femmes, les enfants et les personnes âgées, ont été pris en compte dans presque tous ces examens. En revanche, une analyse appropriée des dimensions de genre au sein de chaque groupe aurait été judicieuse. Moins de la moitié des rapports tiennent compte des personnes défavorisées, des minorités ethniques et (des groupes LGBTI+)¹⁶.

Peu de données factuelles issues de l'évaluation sont axées sur l'intersectionnalité du genre et d'autres indicateurs. Une métasynthèse de 2019 des évaluations du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD), qui intégrait les questions de genre, a examiné la capacité des documents à aborder le principe de ne laisser personne de côté. Ce document, élaboré avant les ODD et le principe de ne laisser personne de côté, a révélé que la définition des groupes vulnérables différait selon le contexte de chaque pays et le PNUAD. Par ailleurs, sur les 443 références aux droits humains ou à l'égalité des genres, seules 189 faisaient référence à au moins un groupe vulnérable/marginalisé. Après un examen plus approfondi, l'analyse a montré que l'inclusion et l'intégration des groupes vulnérables concernaient principalement les femmes (35 %), telles que les femmes pauvres ou vivant dans les zones rurales, ou les femmes et les filles victimes de violence domestique. Au total, 14 % des références ont été faites aux jeunes et 29 % à d'autres groupes vulnérables tels que les personnes déplacées, les réfugiés, la communauté LGBTI+ et les prisonniers¹⁷. Le fait de placer les femmes et les filles dans la même catégorie que de nombreux autres groupes vulnérables est fréquent et ne rend pas service à l'égalité des sexes ni aux autres groupes vulnérables. Tant que l'on ne procède pas à un élargissement de la compréhension de la caractéristique intersectionnelle des différentes discriminations et à une analyse plus approfondie du genre de chaque groupe vulnérable, les plus exclus restent susceptibles d'être laissés pour compte et les pays n'atteindront pas l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles.

3

La responsabilité partagée et les partenariats sont essentiels à l'intégration d'approches multidimensionnelles pour promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles et à l'accélération de la réalisation des ODD, en aidant à transformer les « parties prenantes » en « parties gagnantes » dans l'intérêt de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles.

Le PNUD a progressivement évolué vers des plateformes multipartites au cours de la période 2018–2019¹⁸. En Asie et dans le Pacifique, la plateforme portant sur l'inclusion financière « Transforming the Future of Work for Gender Equality » (Transformer l'avenir du travail pour l'égalité des sexes) collabore avec les décideurs politiques, les chefs d'entreprise, les régulateurs et la société civile. Grâce aux interventions réalisées sur les îles du Pacifique connectées à cette plateforme, près d'un million de femmes devraient bénéficier d'un meilleur accès à l'agriculture numérique et à la prestation de services financiers parmi les vendeurs du marché et les femmes micro-entrepreneurs des zones rurales¹⁹. En Uruguay, le PNUD a pu

renforcer les politiques publiques sensibles au genre grâce à ses plateformes catalytiques qui se sont concentrées sur des données et des informations de meilleure qualité ainsi que sur des partenariats plus solides entre les municipalités, les urbanistes, le monde universitaire et les décideurs. Le PNUD a entrepris une analyse des questions liées au genre dans un ensemble de programmes de mobilité urbaine et, grâce à une alliance avec la Banque de développement d'Amérique latine, a intégré ces questions dans la première enquête sur la mobilité pour Montevideo et sa région métropolitaine. Cette mesure a conduit à plusieurs initiatives et recherches diverses, y compris un laboratoire dédié à la mobilité urbaine²⁰. Le PNUD s'est également imposé comme un partenaire de développement privilégié en Azerbaïdjan en développant des liens étroits avec des ministères clés du gouvernement et des parties prenantes nationales et internationales promouvant le travail des organisations de la société civile (OSC), en particulier autour des questions de genre et d'inclusion sociale²¹.

En Angola, le PNUD a aidé le ministère de la Condition féminine à mettre en œuvre des politiques tenant compte des questions liées au genre aux niveaux national et local et à améliorer les capacités de collecte, d'analyse et de communication des données sur le genre. L'appui technique du PNUD au gouvernement a contribué à renforcer le développement institutionnel et à améliorer la formulation des politiques au sein du ministère de la Condition féminine, ce qui a permis d'élargir le débat politique sur l'établissement de budgets prenant en considération des questions liées au genre. Au niveau législatif, le PNUD a soutenu la rédaction de la politique nationale sur l'égalité des sexes et de la loi sur la violence domestique et a aidé le ministère de la Condition féminine à en assurer la promotion et le suivi, ainsi qu'à élaborer la loi contre la violence domestique²².

Les partenariats avec le secteur privé sont essentiels pour amplifier le plaidoyer en faveur des ODD sur les questions de genre qui accélèrent la réalisation d'autres ODD, rediriger les investissements pour les biens et sensibiliser le public. Les actions entreprises dans le cadre de ces partenariats peuvent s'étendre de l'invitation de millions d'utilisateurs de smartphones à participer à des politiques climatiques, jusqu'à la participation à la fondation d'un fonds pour les marques mondiales et l'industrie de la publicité afin de soutenir la conservation et la biodiversité²³. Partenaire clé dans le cadre du Pacte mondial, le PNUD a fourni une assistance technique pour soutenir l'adoption des ODD par les membres du Pacte. Dans ce contexte, le PNUD a plaidé pour l'intégration des droits humains, de l'égalité des sexes et des questions de durabilité environnementale dans les programmes du secteur privé. Le PNUD est généralement perçu par les partenaires du secteur privé comme un facilitateur apprécié et digne de confiance pour les partenariats public-privé. Un fort niveau d'engagement pour l'égalité des sexes a également été observé chez les petits producteurs du secteur privé (Argentine)²⁴.

Des partenariats stratégiques fructueux sur le genre avec d'autres agences des Nations Unies ont été relevés dans certaines évaluations de programmes analysées aux fins du présent document. Le PNUD a contribué à l'établissement d'un cadre visant à lutter contre la violence domestique au Kosovo grâce aux efforts et à l'expertise combinés du PNUD, de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). Cette collaboration a permis de sensibiliser le public ainsi que de promouvoir l'égalité des sexes et la prévention de la violence basée sur le genre dans le cadre du programme Justice 2020²⁵. En Côte d'Ivoire, en partenariat avec le programme Volontaires des Nations Unies (VNU), le PNUD a contribué à accroître l'employabilité des jeunes hommes et femmes par l'entremise d'un nouveau programme national de volontariat. Le PNUD et le programme VNU ont également soutenu la mise en place d'un programme national de volontariat pour participer aux efforts de développement tout en améliorant l'employabilité. L'initiative a abouti à la création d'outils de gestion et de suivi utiles pour la mise en œuvre du programme, ainsi qu'à l'élaboration d'un projet de loi en attente d'adoption par le parlement (Côte d'Ivoire)²⁶. Au Bélarus, le PNUD a, en partenariat avec l'UNICEF, soutenu le Comité national de statistique dans le développement d'une plateforme nationale pour rendre compte des indicateurs relatifs aux ODD. Par ailleurs, un portail consacré aux questions liées au genre, complémentaire à la base de données sur les ODD, est en cours de développement. Des activités de renforcement des capacités statistiques pour le suivi des ODD ont été incluses dans la stratégie pour le développement des statistiques gouvernementales de la République du Bélarus jusqu'en 2022 (Bélarus)²⁷.

Un rôle clé du PNUD a été de promouvoir la participation de multiples parties prenantes et d'inciter les acteurs non gouvernementaux à prendre part aux discussions autour des ODD. En Azerbaïdjan, en plus des panels sur la mise en œuvre des ODD organisés avec le Conseil national de coordination pour le développement durable (qui a réuni différents groupes tels que des représentants parlementaires, des OSC, des femmes, des jeunes et des universitaires), le PNUD soutient la création d'une plateforme de dialogue entre le gouvernement et la société civile sur les ODD et le renforcement des capacités des OSC à mettre en place des approches sensibles au genre en vue de la réalisation des ODD²⁸.

Une diversification des partenariats peut accélérer l'instauration de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans la réalisation des ODD. Grâce à un partenariat innovant avec l'UE et d'autres agences des Nations Unies dans le cadre de l'« Initiative Spotlight pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles », le PNUD joué un rôle clé dans la mobilisation de fonds et le développement d'un vaste programme conjoint des Nations Unies avec la Commission nationale des femmes sous la présidence du Kazakhstan. Le programme visait à promouvoir les droits politiques et l'autonomisation économique des femmes au Kazakhstan ainsi que leur contribution effective à la mise en œuvre des ODD²⁹. À l'échelle mondiale, en 2020, avec le soutien de l'Initiative Spotlight, 189 dialogues officiels ont eu lieu dans 19 pays, avec la participation significative des groupes de défense des droits des femmes et des organisations de la société civile concernées, y compris des représentants de groupes confrontés à des formes multiples et croisées de discrimination. C'est ainsi que 79 recommandations convenues conjointement sur les politiques visant à mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles et à accroître la responsabilité des auteurs, ont vu le jour. Ces recommandations ont été mises en œuvre en Argentine, au Honduras, au Libéria, au Mozambique, au Nigéria, en Ouganda, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, au Salvador, au Samoa et au Tadjikistan. Au total, 341 groupes de défense des droits des femmes et organisations de la société civile concernées, avec le soutien des programmes de l'Initiative Spotlight, ont accru leur recours aux audits citoyens, aux rapports parallèles ou à d'autres mécanismes de responsabilisation³⁰.

4 Les femmes sont des agents clés du changement dans le domaine de l'environnement et de l'énergie, mais les initiatives doivent s'attaquer à la discrimination et aux normes sociales et culturelles qui empêchent souvent les femmes de tirer profit des résultats au-delà de leur participation.

Les initiatives énergétiques et environnementales reposent souvent sur l'hypothèse que les femmes bénéficieront automatiquement de leur simple implication dans des programmes. Néanmoins, le fait de ne pas tenir compte des normes sociales et culturelles et des structures de pouvoir empêche souvent ces dernières de profiter pleinement des opportunités qui se présentent dans ces domaines. Les résultats obtenus dans le cadre des initiatives énergétiques étaient axés sur la parité des sexes ou l'amélioration de la participation des femmes. Cependant, la prise de décision concernant les bénéfices à leur égard a souvent été négligée. Les femmes rencontrent encore des difficultés pour convertir le soutien reçu par le PNUD en changements de leur statut économique, bien souvent parce que les initiatives n'ont pas pris en compte ou abordé les normes sociales concernant les moyens de subsistance et le contrôle financier des femmes (Argentine, Bangladesh, Panama, Turquie)³¹. À Cuba et aux Maldives, les initiatives en matière d'énergie propre ont réduit les risques associés à la consommation de bois de chauffage, au travail et à la santé des femmes, mais n'ont pas réussi à apporter des changements structurels en ce qui concerne la division inégale du travail entre les sexes (Cuba, Maldives)³². Le plus grand risque réside dans l'hypothèse répandue selon laquelle les femmes bénéficieront automatiquement de l'accès à l'énergie et ne seront pas soumises à davantage de discrimination en ce qui concerne les nouvelles technologies, les modèles commerciaux ou les postes institutionnels liés aux énergies renouvelables.

En 2019, 74 pays ont déclaré inclure la question du genre dans leurs politiques, plans et cadres environnementaux et climatiques, tandis que 97 pays ont déclaré avoir renforcé le leadership et la prise de décision des femmes en matière de gestion des ressources naturelles³³. Le PNUD est l'un des principaux membres du Partenariat pour l'égalité des sexes du Fonds pour l'environnement mondial, un réseau d'experts travaillant sur le genre et garantissant le caractère inclusif des activités. Pour soutenir l'intégration de la dimension de genre dans les accords multilatéraux sur l'environnement, le PNUD

a soutenu en 2020 l'élaboration du plan d'action sur le genre en vue de la Convention sur la diversité biologique dans le contexte du cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020³⁴. D'autres contributions à l'intégration des questions liées au genre peuvent être observées dans le programme de microfinancements mené par le Fonds pour l'environnement mondial, qui s'efforce de maintenir au moins 47,5 pour cent de participation féminine dans la planification et la gestion du programme.

En Afghanistan, avec le soutien du programme de microfinancements, la Ebtakar Inspiring Entrepreneurs of Afghanistan Organization (EIEAO) a mis en œuvre un projet visant à promouvoir les énergies renouvelables grâce à des chariots de nourriture fonctionnant à l'énergie solaire. Le projet est venu en aide à 70 femmes des communautés défavorisées de Kaboul en leur offrant des opportunités d'emploi pendant la pandémie de COVID-19. Les femmes ont été formées pour gérer leur commerce alimentaire à partir de 35 chariots solaires conçus aux fins du projet. Cette initiative a permis à chaque participante de gagner environ 11 dollars US par jour. En Indonésie, les subventions ont contribué à combler l'écart entre les sexes dans l'accès aux ressources et à leur contrôle grâce à l'agriculture biologique, l'agroforesterie et la production et l'utilisation de fourneaux économes en énergie³⁵. Dans l'ensemble, 83 pour cent des projets achevés du Fonds pour l'environnement mondial se sont avérés sensibles au genre et 31 pour cent ont été dirigés par des femmes dans le cadre de l'initiative³⁶.

La reconnaissance et l'implication des femmes en tant que parties prenantes clés dans les programmes liés à l'environnement et à l'énergie à tous les niveaux peuvent constituer des éléments particulièrement vitaux pour améliorer les processus décisionnels au niveau national. Au Cambodge, les femmes représentent désormais au moins 40 pour cent des membres des comités de gestion de l'eau et, grâce à une meilleure gestion de l'eau, les agriculteurs ont doublé le rendement de leurs cultures de riz et étaient plus à même de s'adapter pendant les périodes de sécheresse³⁷. Au Guatemala³⁸, la prise en compte effective des considérations relatives au genre dans les interventions aux niveaux local et institutionnel a permis de suivre la mise en œuvre de la politique nationale relative à l'égalité entre les sexes dans le domaine de l'environnement ainsi que l'élaboration d'une formation prenant en compte lesdites considérations dans la gestion durable des forêts. Reconnaisant l'organisation collective des femmes comme une puissante force de promotion de la résilience, le PNUD s'est davantage engagé pour renforcer les associations communautaires dirigées par des femmes, dans 57 pays en 2019 contre 41 pays en 2018³⁹.

En 2018, les initiatives d'adaptation au changement climatique et de réduction des risques de catastrophe du PNUD au Bangladesh ont encouragé une approche fondée sur les droits humains, en mettant particulièrement l'accent sur les femmes, les filles et les populations autochtones⁴⁰. L'Équateur a intégré l'égalité des sexes dans ses contributions déterminées au niveau national, son règlement de la loi nationale sur l'environnement et sa stratégie nationale de lutte contre le changement climatique⁴¹. En Somalie, le PNUD avait pour objectif de combler le déficit énergétique en améliorant l'accès à l'énergie et l'utilisation d'énergies alternatives par des communautés sélectionnées⁴². Les ménages concernés ont ainsi pu opérer un changement d'énergie et réduire leur usage de la biomasse et du kérosène. Le PNUD en Jordanie a placé les femmes au centre du changement environnemental et assuré une gestion révolutionnaire des déchets solides. Ces mesures ont entraîné la création de moyens de subsistance durables pour les communautés locales, ainsi que la mise en place de salaires, d'une formation commerciale et des incitations à l'actionnariat pour les employées⁴³.

Malgré les progrès réalisés, presque tous les pays ayant participé au projet du PNUD financé par le Fonds pour l'environnement mondial « Soutien aux parties éligibles à produire le sixième rapport national (GRN) »⁴⁴ à la Convention sur la diversité biologique⁴⁵ ont rencontré des difficultés dans leur tentative d'intégrer les questions liées au genre dans leur processus d'établissement de rapports nationaux. La plupart des pays n'avaient pas la capacité de produire, de collecter et d'utiliser des données réparties en fonction du sexe. Nombre d'entre eux ne disposaient pas de mécanismes permettant de garantir que les données et indicateurs quantitatifs et qualitatifs répartis par sexe soient suivis et puissent être intégrés

au rapport. Généralement, les stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité n'incluaient pas d'indicateurs sensibles au genre qui permettraient aux équipes nationales d'évaluer la contribution et les besoins des femmes et des hommes, et donc de préparer un 6NR sensible au genre.

5

Les initiatives de prévention des crises, de riposte, de relèvement, de stabilisation et de consolidation de la paix qui intègrent de manière adéquate des approches sensibles au genre obtiennent des résultats plus stables et améliorent l'autonomisation des femmes sur le long terme.

Lorsque les normes sociales et culturelles le permettent, les femmes sont des parties prenantes actives dans la prévention, la riposte et le relèvement relatifs aux crises humanitaires. Cependant, les initiatives de riposte et de relèvement considèrent souvent les femmes et les filles comme des récipiendaires passives d'aide et de soutien, ce qui compromet leur rôle et leur contribution potentielle aux processus de relèvement et de reconstruction durables. Les données probantes issues des évaluations montrent que la promotion du leadership des femmes dans les situations humanitaires demeure un défi. La part des femmes occupant des postes de direction dans les mécanismes de dialogue social et de réconciliation dans 15 pays est passée de 25 % en 2018 à 35 % en 2019. Cependant, le nombre de postes de direction au sein des mécanismes de prévention et de relèvement occupés par des femmes en 2018 et en 2019 était extrêmement faible. Pour résoudre ce problème, le PNUD a élaboré et commencé à déployer sa « boîte à outils sur le genre et le relèvement »⁴⁶.

Bien que les efforts du PNUD visant à prioriser et à intégrer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans la réponse humanitaire soient bien intentionnés, ils ne se traduisent pas nécessairement en actions et en changements durables, car les barrières socioculturelles posent de sérieux défis à l'intégration de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes dans la réponse humanitaire. Alors que les ripostes aux crises accordent une plus grande place à la participation et la consultation des femmes touchées pour évaluer les besoins, ce résultat ne se traduit pas nécessairement par une implication des femmes et des filles dans la prise de décision concernant les activités des projets ou la gestion des dites ripostes. De plus, la consultation des femmes sur leurs besoins était souvent limitée aux « problèmes des femmes » tels que perçus par les acteurs humanitaires, tels que l'hygiène ou la santé sexuelle et reproductive, plutôt que sur leurs autres besoins plus larges ou leurs propres forces, facultés de résilience et capacités⁴⁷.

En Irak et en Syrie, les femmes survivantes ont été impliquées dans des travaux subalternes peu qualifiés dans le cadre du programme de travail contre rémunération lié au déblaiement de décombres. Bien que d'un point de vue axé sur le travail contre rémunération cette mesure puisse sembler être la condition la plus immédiate pour la survie et donc un succès, elle ne contribue guère à améliorer durablement le statut des femmes ou l'égalité des sexes de quelque manière que ce soit dans une perspective de reconstruction (Irak, Syrie, Viet Nam)⁴⁸. La programmation à court terme au détriment des bénéficiaires à plus long terme porte souvent préjudice aux processus transformateurs en matière de genre dans la réponse humanitaire. La promotion de la résilience demeure un défi particulier dans un contexte où les programmes humanitaires et de développement ont des perspectives et des mandats divergents et dénués d'une approche sensible au genre. Bien que les actions et les agences humanitaires évoluent constamment, les stratégies des donateurs continuent de renforcer le lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix et de promouvoir des projets à court terme plutôt que des solutions durables, laissant souvent de côté les questions liées au genre appropriées (Turquie)⁴⁹.

L'adoption d'approches en matière de genre tenant compte du contexte et le renforcement de la résilience des femmes face aux impacts négatifs sur les écosystèmes sont essentiels à la réussite des programmes de protection de l'environnement, en particulier au lendemain de crises⁵⁰. Dans le cadre d'un projet du PNUD conduit en Afghanistan⁵¹, les femmes vivant dans des régions isolées n'ont pas été autorisées à rencontrer le personnel en mission. Le PNUD a donc adapté sa stratégie en formant des femmes afin qu'elles en forment d'autres dans les régions éloignées. Il a été constaté qu'en règle générale, les femmes faisaient davantage preuve de responsabilité que les hommes dans les activités génératrices de revenus.

Les situations d'urgence humanitaire, d'intervention en cas de catastrophe et de relèvement, de résolution de conflits et de consolidation de la paix offrent des opportunités de redéfinir la répartition traditionnelle des rôles entre les sexes. Des initiatives fructueuses ont saisi ces opportunités pour placer les femmes dans des rôles décisionnels dans le cadre de mesures de gestion de crise afin de tirer parti de leurs connaissances locales intrinsèques et de leur compréhension des processus de risque et de relèvement (Bangladesh, Tchad, Colombie, Irak, Nigéria, Myanmar, Palestine, Pakistan, Somalie et Yémen)⁵². Le déséquilibre démographique résultant des crises a, dans certains cas, offert une nouvelle opportunité d'encourager l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes au niveau politique (Syrie)⁵³. Le PNUD, dans le cadre du projet « Enhancing Gender Equality and Mainstreaming in Afghanistan » mené conjointement avec les Volontaires des Nations Unies et des organisations locales, a aidé les Youth Mullah Volunteer Caravans à diffuser des messages clés sur les droits des femmes dans certaines communautés et régions⁵⁴.

La pratique consistant à n'interroger que les chefs de famille lors des principaux exercices d'évaluation peut réduire la voix des femmes lorsque lesdits chefs sont des hommes. Même si les besoins des femmes sont cernés, les retards dans la révision des programmes exacerbent ce problème et ses impacts. L'égalité des sexes est souvent déclassée dans la première phase d'une intervention, car elle n'est pas considérée comme un « problème vital » dans la même mesure que d'autres besoins humanitaires, excepté lors de la réponse aux cas d'exploitation et d'atteintes sexuelles ou de violence basée sur le genre auprès des femmes touchées⁵⁵. La promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes doit être au cœur des interventions du PNUD dans les contextes de crise. En Somalie⁵⁶, la participation accrue des femmes au niveau local a entraîné une augmentation significative du nombre de projets de soutien aux écoles et aux établissements de santé, au détriment des projets de construction et de réhabilitation de routes plébiscités par les hommes. En Iraq⁵⁷, la construction de centres communautaires offrant un espace sûr de promotion de la cohésion sociale a permis d'accueillir des activités participatives communautaires (allant de la formation professionnelle à la constitution d'une équipe féminine de football) et d'offrir un appui psychosocial aux victimes de violences sexuelles et sexistes.

L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles restent largement sous-financées dans les programmes de riposte humanitaire et de gestion de crise⁵⁸. L'analyse des questions liées au genre dans la réponse humanitaire révèle une hypothèse implicite parmi le personnel des programmes humanitaires selon laquelle l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles peuvent être abordées sans ressources, y compris le financement de l'expertise⁵⁹. Les dépenses en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes restent insuffisantes dans les programmes de riposte humanitaire où ce financement est encore plus urgent⁶⁰. Les conseillers principaux dits « GenCap » représentent une source de financement dédiée à l'expertise en matière de questions liées au genre au niveau stratégique, bien que limitée dans le temps. Ils ont constitué une ressource précieuse pour combler ce manque d'expertise. Lorsque les conseillers principaux GenCap étaient présents, les réponses humanitaires ont montré des améliorations substantielles dans la programmation et la coordination de l'égalité des sexes. En conséquence, lorsque les conseillers principaux GenCap sont partis sans être remplacés par d'autres experts à long terme en matière de questions liées au genre, la qualité et la coordination des programmes en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes ont décliné⁶¹.

6 Le Label égalité des sexes du PNUD met l'accent sur l'égalité des sexes dans les domaines programmatiques et promeut l'intégration d'approches qui accélèrent les résultats au-delà des réalisations en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes et des filles.

La mise à l'échelle verticale du Label égalité des sexes⁶² dans les bureaux de pays et les partenariats, à la fois avec des agences publiques et privées, a augmenté le potentiel d'accélération de la réalisation de plusieurs ODD. Les évaluations ont révélé qu'une analyse sexospécifique systématique reste un facteur de réussite essentiel pour obtenir de bonnes performances. Le PNUD a poursuivi ses partenariats avec les ministères pour s'assurer que la planification et la mise en œuvre des ODD ainsi que l'établissement de rapports intégrés connexes tiennent compte du genre. Ces partenariats incluaient une aide à l'amélioration des moyens de subsistance, à la collecte de données ventilées par sexe et à l'intégration de l'analyse des questions liées au genre dans les plans socioéconomiques. Les bonnes pratiques établies dans le Label

égalité des sexes⁶³ soulignent l'incidence des examens des portefeuilles de programmes sur l'obtention de résultats plus réactifs et transformateurs et sur l'amélioration des moyens de progresser⁶⁴. Les efforts visant à obtenir un Label égalité des sexes permettent aux bureaux de bénéficier de conseils importants pour une bonne intégration des questions liées au genre dans les domaines du programme qui ne portent pas sur ce sujet⁶⁵.

Dans des pays comme la Turquie et le Panama, le Label a incité les entités publiques et privées participantes à intégrer l'égalité des sexes dans leur culture organisationnelle et à adopter des politiques et des stratégies sensibles au genre. Les entreprises qui se portent volontaires pour recevoir le Label visent généralement à éliminer les écarts de rémunération entre les sexes, à augmenter le nombre de femmes aux postes de décision et à rendre le lieu de travail plus inclusif et plus sûr (Turquie, Panama)⁶⁶. L'Ouganda est devenu en 2016 le premier pays d'Afrique à promouvoir le Label égalité des sexes pour les entreprises privées en signant la Private Sector Foundation in Uganda, qui soutient la mise en œuvre de ce Label parmi ses membres⁶⁷. Au Rwanda, 36 entreprises du secteur privé et deux entreprises publiques ont reçu le Label égalité des sexes⁶⁸.

L'analyse GRES⁶⁹ des EIPP et des rapports d'analyse axés sur les résultats, menée aux fins de l'évaluation du Plan stratégique 2018-2021, a révélé que dans l'ensemble, les pays ayant mis en œuvre le Label égalité des sexes affichaient des résultats plus sensibles au genre qui se concentrent sur la prise en compte des différents besoins des hommes, des femmes ou des populations marginalisées et qui sont axés sur la répartition équitable des avantages, des ressources et des statuts. Les pays n'ayant pas opté pour le Label égalité des sexes ont enregistré plus de résultats ciblés sur le genre que de résultats tenant compte des problématiques hommes-femmes qui se sont concentrés sur le nombre de femmes, d'hommes ou de populations marginalisées engagées dans des initiatives. Cette tendance est clairement visible dans les données auto-informées tirées des rapports d'analyse axés sur les résultats, mais également confirmée par les EIPP, constituées de données triangulées indépendantes collectées par le BIE.

Même si ce n'est pas un acquis, dans certains pays, le Label a également contribué à augmenter l'allocation de fonds pour l'égalité des sexes, à établir de meilleurs partenariats et à étendre les programmes sensibles au genre. Des pays comme la Turquie et le Panama ont été en mesure d'augmenter les allocations accordées aux programmes sensibles au genre (Turquie, Panama)⁷⁰. Le Kirghizistan est devenu l'un des dix bureaux de pays du PNUD à recevoir la certification Or du Label égalité des sexes. Parmi les mesures transformatrices figuraient l'adoption d'un plan d'action national sur l'égalité des sexes pour 2018-2020, l'adoption de quotas de genre de 30 pour cent dans la composition des conseils locaux, la promotion d'une loi criminalisant le mariage des enfants et du mariage par enlèvement ainsi que l'introduction de 112 permanences téléphoniques afin de lutter contre la violence basée sur le genre⁷¹. Lors du cycle 2018-2019 du Label égalité des sexes, la demande était plus élevée que jamais : 55 bureaux ont postulé au programme (36 ont été acceptés) et le taux de rétention était de 94 %⁷².

Bien que l'incitation à l'adoption du Label égalité des sexes contribue certainement à la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, elle souligne surtout que l'intégration des questions liées au genre peut être un moyen de progression essentiel dans tous les domaines. Cependant, l'application du Label égalité des sexes nécessite la mise en œuvre de théories stratégiques du changement et d'efforts soutenus sur une longue période, et non une simple intégration des questions liées au genre. Parmi les stratégies pertinentes mises en avant figure une spécialisation de l'attention aux principes de base des programmes du PNUD, en notant les obstacles structurels à l'égalité des sexes dans d'autres domaines de programmation et en garantissant une analyse des questions liées au genre adéquate et des données ventilées par sexe comme stratégies clés pour promouvoir l'égalité (Cameroun, Colombie, Turquie)⁷³.

D'autres facteurs se sont avérés efficaces pour faire avancer les résultats et accélérer les progrès, tels que la création d'équipes chargées des questions de genre bien structurées et bien informées, ainsi que l'élaboration d'activités dans le cadre d'un plan de travail pour améliorer le rythme et la qualité des résultats en matière de genre. Ces mesures évitent la mise en place d'un point focal sur le genre débordé et cloisonné dans chaque bureau. La constitution d'une équipe focale

entière chargée des questions de genre et assumant des responsabilités et des engagements partagés s'avère beaucoup plus efficace. Le bureau de pays en Ouzbékistan a créé une équipe d'assurance de l'égalité des sexes, composée de points focaux issus de tous les groupes de programmes et d'opérations ainsi que de spécialistes de projet sélectionnés pour contribuer au processus d'intégration des questions liées au genre dans l'ensemble des programmes et opérations et dans les programmes communs des Nations Unies. Les interventions de l'équipe d'assurance de l'égalité des sexes visaient à contribuer à l'amélioration de l'intégration et la prise en compte de la problématique femmes-hommes dans ses actions (Ouzbékistan)⁷⁴.

7

Des ressources adéquates en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes et des filles sont une nécessité absolue, mais sans l'engagement concret des bureaux de pays et des partenaires pour une action soutenue, elles ne garantissent pas des résultats transformateurs en matière de genre.

Conscient que la réalisation de l'égalité des sexes nécessite l'institutionnalisation d'une approche de financement sensible au genre et la garantie d'investissements adéquats dans différents domaines, le PNUD a élaboré l'indicateur de l'égalité des sexes⁷⁵. Il s'agit d'un outil permettant aux entreprises de suivre les investissements financiers associés à l'intégration des questions liées au genre. L'indicateur de l'égalité des sexes est concrétisé via le progiciel de gestion intégrée ATLAS. Chaque résultat au niveau des projets y est évalué selon un ensemble de critères préétablis, puis reçoit le score GEN 0 (aucune contribution notable en faveur de l'égalité des sexes), GEN 1 (quelques contributions en faveur de l'égalité des sexes), GEN 2 (contributions significatives en faveur de l'égalité des sexes) ou GEN 3 (l'égalité des sexes est l'objectif principal).

Si le financement de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles s'est accru depuis la création des indicateurs de l'égalité des sexes, il n'existe pas de lien de causalité clairement établi entre l'augmentation des ressources et l'obtention de résultats meilleurs et plus durables en matière d'égalité des genres ou autre. Bien que la prévision, l'affectation et l'attribution des fonds ne garantissent pas des résultats équitables entre les sexes, ces variables sont souvent corrélées. Les évaluations⁷⁶ révèlent que les investissements financiers, le temps et une architecture solide associés à une efficacité institutionnelle et à des approches intégrées réactives sont des facteurs clés pour obtenir des résultats durables en matière de genre. Un mécanisme robuste permettant de surveiller les progrès effectués et de rectifier le tir, le cas échéant, est également essentiel. Bien que l'indicateur de l'égalité des sexes ait contribué à atteindre l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles grâce à une augmentation constante des allocations de ressources, l'égalité des sexes reste globalement sous-financée et les classifications, en particulier en ce qui concerne GEN 1 et GEN 2, peuvent s'avérer trompeuses⁷⁷.

De plus en plus de projets sont passés d'un score GEN à un autre et les chiffres communiqués ont augmenté. Cependant, un projet plus vaste qui tient compte des questions liées au genre ne signifie pas toujours que cette considération est effectivement accrue. En outre, les analyses de l'indicateur de l'égalité des sexes dans les pays indiquent qu'une partie importante des dépenses du programme ne contribue toujours pas à promouvoir l'égalité des genres (GEN 0) ou ne contribue à favoriser l'égalité des genres que de manière limitée (GEN 1) (Angola, Argentine)⁷⁸.

Les indicateurs de l'égalité des sexes reflètent un manque de prise en compte des questions liées au genre et se limitent seulement à s'assurer que les efforts de suivi et d'évaluation incluent des données ventilées par sexe ou à ce que les femmes s'impliquent dans certaines activités des projets (Bangladesh, Chine, Maurice, Union des Comores)⁷⁹.

La preuve de l'incitation limitée ou mal utilisée de l'indicateur de l'égalité des sexes réside dans le fait que le PNUD n'a jusqu'à présent pas réussi à atteindre l'objectif suggéré d'allouer 15 pour cent des dépenses financières à des initiatives dont l'objectif principal et explicite est l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes. La dépendance excessive aux scores des indicateurs de l'égalité des sexes reflète un manque de prise en compte des questions liées au genre et un échec

à approfondir cette dimension plutôt que de simplement assurer la conformité au stade de la planification afin d'attribuer un numéro (Angola, Argentine, Bangladesh, Chine, Maurice, Union des Comores)⁸⁰.

Les enseignements tirés des évaluations révèlent que l'indicateur de l'égalité des sexes en tant qu'outil doit être utilisé avec plus de prudence afin de planifier des allocations visant à accélérer les processus en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles et de s'aligner pleinement sur un plan d'action et un système de suivi et d'évaluation. Par ailleurs, les projets doivent être dotés d'une certaine flexibilité permettant de rectifier le tir à mesure qu'ils se déroulent. Alors que certains pays ont pu tirer parti de l'indicateur de l'égalité des sexes pour faire progresser les résultats en matière d'égalité des sexes (Azerbaïdjan, Kosovo, Serbie, Ouzbékistan)⁸¹, la tâche s'est avérée considérablement plus difficile pour d'autres pays comme le Bangladesh, Madagascar, les Maldives et Maurice⁸². Pour ces derniers, les résultats des programmes GEN 3 et GEN 2 ne parviennent pas à déterminer clairement les moyens de mieux intégrer les questions liées au genre dans la réalisation des ODD. L'incongruité entre le niveau d'importance accordé à l'égalité des sexes suggéré par l'indicateur de l'égalité des sexes et l'importance réelle accordée dans la documentation des projets a une incidence sur une évaluation approfondie des efforts du PNUD pour intégrer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles dans les programmes (Bangladesh, Chine, Maldives, Maurice)⁸³.

Bien qu'il soit important d'avoir un système de planification et de suivi bien conçu, les résultats en matière d'égalité des sexes ne seront transformateurs que s'ils sont soutenus par des allocations de ressources adéquates. Un investissement en deçà de l'engagement du PNUD de 15 pour cent dans les projets GEN 3, entre autres, reflète un manque d'engagement de l'organisation envers l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles⁸⁴. D'autres financements de base ont été alloués à des projets favorisant l'égalité entre les sexes depuis 2018, mais la grande majorité des projets et des partenaires refusent toujours d'affecter des ressources importantes de leurs propres lignes budgétaires aux initiatives de promotion de l'égalité des sexes et à une intégration appropriée (Bangladesh, Indonésie, Maurice)⁸⁵.

RÉFÉRENCES

¹ Nations Unies, « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ». PNUD, 2015. Disponible à l'adresse suivante : <https://sdgs.un.org/fr/2030agenda>

² Programme des Nations Unies pour le développement, « UNDP Strategic Plan 2022 – 2025 ». PNUD, 2021. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.undp.org/publications/undp-strategic-plan-2022-2025>

³ Programme des Nations Unies pour le développement, « UNDP Gender Equality Strategy 2018–2021 ». PNUD, 2021. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.undp.org/publications/undp-gender-equality-strategy-2018-2021>

Cette stratégie porte sur la période 2018–2021, mais une nouvelle est actuellement en cours d'élaboration.

⁴ Programme des Nations Unies pour le développement, « UNDP Strategic Plan 2022 – 2025 ». PNUD, 2021. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.undp.org/publications/undp-strategic-plan-2022-2025>

⁵ Programme des Nations Unies pour le développement, « UNDP Gender Equality Strategy 2018–2021 ». PNUD, 2018. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.undp.org/publications/undp-gender-equality-strategy-2018-2021>

Cette stratégie porte sur la période 2018–2021, mais une nouvelle est actuellement en cours d'élaboration.

⁶ Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Evaluation of UNDP Strategic Plan 2018 – 2021 ». PNUD, 2021. Disponible à l'adresse suivante : <http://web.undp.org/evaluation/evaluations/thematic/spe-2021.shtml>

⁷ Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Uruguay ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12292>

Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Panama ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12284>

Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Zambia ». PNUD, 2020. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12778>

⁸ Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Bangladesh ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12265>

Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Sierra Leone ». PNUD, 2018. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/9403>

Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Tanzania ». PNUD, 2020. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12777>

Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Cote D'Ivoire ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12270>

Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Uruguay ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12292>

⁹ Nations Unies, « Annual report of the Administrator on the implementation of the UNDP Gender Equality Strategy ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.undp.org/publications/2019-gender-equality-strategy-annual-report>

¹⁰ Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Turkey ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12289>

¹¹ Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Madagascar ». PNUD, 2018. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/9400>

¹² Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Evaluation of UNDP Strategic Plan 2018 – 2021 ». PNUD, 2021. Disponible à l'adresse suivante : <http://web.undp.org/evaluation/evaluations/thematic/spe-2021.shtml>

¹³ Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Evaluation of UNDP Strategic Plan 2018 – 2021 ». PNUD, 2021. Disponible à l'adresse suivante : <http://web.undp.org/evaluation/evaluations/thematic/spe-2021.shtml>

¹⁴ Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Uruguay ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12292>

¹⁵ Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Mozambique ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivantes : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12283>

¹⁶ Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, « Voluntary National Reviews Reports: What do they (not) reveal? », DAES, 2020. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.un.org/development/desa/dpad/wp-content/uploads/sites/45/publication/CDP-bp-2020-50.pdf>

-
- ¹⁷ Groupe des Nations Unies pour l'évaluation (UNEG), « Meta-synthesis of United Nations Development Assistance Framework (UNDAF) Evaluations with a Gender Lens ». UNEG, 2019
- ¹⁸ Nations Unies, « Annual report of the Administrator on the implementation of the UNDP Gender Equality Strategy ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.undp.org/publications/2019-gender-equality-strategy-annual-report>
- ¹⁹ Nations Unies, « Annual report of the Administrator on the implementation of the UNDP Gender Equality Strategy ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.undp.org/publications/2019-gender-equality-strategy-annual-report>
- ²⁰ Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Uruguay ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12292>
- ²¹ Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Azerbaijan ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/9896>
- ²² Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Angola ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/9390>
- ²³ Nations Unies, « Annual report of the Administrator on the implementation of the UNDP Gender Equality Strategy ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.undp.org/publications/2019-gender-equality-strategy-annual-report>
- ²⁴ Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Argentina ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/9894>
- ²⁵ Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Kosovo ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12620>
- ²⁶ Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Cote D'Ivoire ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12270>
- ²⁷ Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Belarus ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12266>
- ²⁸ Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Azerbaijan ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/9896>
- ²⁹ Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Kazakhstan ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12566>
- ³⁰ Initiative Spotlight, « Global Annual Progress Narrative Report 2021 », Initiative Spotlight, 2021, publication à venir
- ³¹ Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Argentina ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/9894>
- Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Bangladesh ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12265>
- Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Panama ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12284>
- Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Turkey ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12289>
- ³² Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Cuba ». PNUD, 2018. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/9398>
- Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Maldives ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12281>
- ³³ Nations Unies, « Annual report of the Administrator on the implementation of the UNDP Gender Equality Strategy ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.undp.org/publications/2019-gender-equality-strategy-annual-report>
- ³⁴ Nations Unies, « Annual report of the Administrator on the implementation of the UNDP Gender Equality Strategy ». PNUD, 2020. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.undp.org/publications/undp-gender-equality-strategy-2020-annual-report>
- ³⁵ Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Indonesia ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12275>
- ³⁶ Fonds pour l'environnement mondial, « The GEF Small Grants Programme: Annual Monitoring Report 2019-20 ». PNUD, 2020. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.undp.org/publications/gef-small-grants-programme-annual-monitoring-report-2019-2020>
- ³⁷ Nations Unies, « Annual report of the Administrator on the implementation of the UNDP Gender Equality Strategy ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.undp.org/publications/2019-gender-equality-strategy-annual-report>

⁴⁴ PNUD Guatemala, Évaluation finale, « Project on Sustainable Management of Forests and Multiple Global Environmental Benefits ». PNUD, 2018. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/7684>

³⁹ Nations Unies, « Annual report of the Administrator on the implementation of the UNDP Gender Equality Strategy ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.undp.org/publications/2019-gender-equality-strategy-annual-report>

⁴⁰ Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Bangladesh ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12265>

⁴¹ Nations Unies, « Annual report of the Administrator on the implementation of the UNDP Gender Equality Strategy ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.undp.org/publications/2019-gender-equality-strategy-annual-report>

⁴² Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Somalia ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12286>

⁴³ Programme des Nations Unies pour le développement, « Programme des Nations Unies pour le développement – Rapport annuel 2019 ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.undp.org/publications/undp-annual-report-2019#modal-publication-download>

⁴⁴ Le projet (du PNUD) financé par le Fonds pour l'environnement mondial, intitulé « Soutien aux parties éligibles à produire le sixième rapport national » fournit un soutien technique aux parties éligibles au Fonds pour l'environnement mondial à la Convention sur la diversité biologique dans leur travail pour élaborer un 6RN de haute qualité, sensible au genre et axé sur les données qui améliore les processus décisionnels nationaux pour la mise en œuvre des stratégies et de plans d'action nationaux sur la diversité biologique (SPANDB). Ce projet permet également d'élaborer un 6RN qui rend compte des progrès accomplis vers la réalisation des objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique et qui éclaire à la fois la cinquième édition des Perspectives mondiales de la diversité biologique de la Convention sur la diversité biologique et le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020. Le PNUD aide 64 pays à préparer leur 6RN en Afrique du Nord, en Amérique latine, dans les Caraïbes, en Amérique centrale, en Asie occidentale et centrale, en Asie du Sud, en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement soutient 73 pays supplémentaires dans le cadre d'un projet similaire.

⁴⁵ L'article 26 de la Convention sur la diversité biologique exige des parties qu'elles soumettent des rapports nationaux périodiques qui évaluent les mesures qu'elles prennent pour mettre en œuvre la Convention ainsi que leur efficacité à atteindre ses objectifs. Lors de la treizième réunion de la Conférence des Parties (COP13) à la Convention sur la diversité biologique, les parties ont adopté les directives et les modèles de rapport du sixième rapport national (Décision XIII/27) et ont convenu de soumettre leur 6RN avant le 31 décembre 2018.

⁴⁶ Nations Unies, « Annual report of the Administrator on the implementation of the UNDP Gender Equality Strategy ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.undp.org/publications/2019-gender-equality-strategy-annual-report>

⁴⁷ Nations Unies – Comité permanent interorganisations, « Inter-Agency Humanitarian Evaluation on Gender Equality and The Empowerment of Women and Girls ». CPI, 2020. Disponible à l'adresse suivante : <https://interagencystandingcommittee.org/inter-agency-humanitarian-evaluations/inter-agency-humanitarian-evaluation-iahe-gender-equality-and-empowerment-women-and-girls-geewg-2020>

⁴⁸ Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Iraq ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12276>

Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Syria ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12288>

Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Viet Nam ». PNUD, 2020. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12781>

⁴⁹ Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Turkey ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12289>

PNUD Myanmar, « Final Evaluation of the PBF project - Overcoming barriers to strengthen the voices of all women in Rakhine State for social cohesion and peace ». PNUD, 2020. Disponible à l'adresse suivante : https://www.un.org/peacebuilding/sites/www.un.org.peacebuilding/files/documents/2020_04_09_rakhine_rol_final_evaluation.pdf

⁵⁰ Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, série « Réflexions : soutien du PNUD à la protection de l'environnement et à la gestion des ressources naturelles dans les pays en crise ». PNUD, 2020. Disponible à l'adresse suivante : <http://web.undp.org/evaluation/reflections/pages/s2/environment.shtml>

⁵² Nations Unies – Comité permanent interorganisations, « Inter-Agency Humanitarian Evaluation on Gender Equality and The Empowerment of Women and Girls ». CPI, 2020. Disponible à l'adresse suivante : <https://interagencystandingcommittee.org/inter-agency-humanitarian-evaluations/inter-agency-humanitarian-evaluation-iahe-gender-equality-and-empowerment-women-and-girls-geewg-2020>

⁵³ Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Syria ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12288>

⁵⁴ PNUD en Afghanistan, « Final Evaluation of Enhancing Gender Equality and Mainstreaming in Afghanistan (EGEMA) ». PNUD, 2020. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/9117>

⁵⁵ Nations Unies – Comité permanent interorganisations, « Inter-Agency Humanitarian Evaluation on Gender Equality and The Empowerment of Women and Girls ». CPI, 2020. Disponible à l'adresse suivante : <https://interagencystandingcommittee.org/inter-agency-humanitarian-evaluations/inter-agency-humanitarian-evaluation-iahe-gender-equality-and-empowerment-women-and-girls-geewg-2020>

⁵⁶ Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Somalia ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12286>

⁵⁷ Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Iraq ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12276>

⁵⁸ Parmi les interventions axées sur la résilience (Solution type résilience), seulement 2 % des dépenses ont été consacrées à des projets faisant principalement progresser l'égalité des sexes (indicateur de l'égalité des sexes 3) en 2018-2020.

⁵⁹ Nations Unies – Comité permanent interorganisations, « Inter-Agency Humanitarian Evaluation on Gender Equality and The Empowerment of Women and Girls ». CPI, 2020. Disponible à l'adresse suivante : <https://interagencystandingcommittee.org/inter-agency-humanitarian-evaluations/inter-agency-humanitarian-evaluation-iahe-gender-equality-and-empowerment-women-and-girls-geewg-2020>

⁶⁰ Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Evaluation of UNDP Support to the Syrian Refugee Crisis Response and Promoting an Integrated Resilience Approach ». PNUD, 2021. Disponible à l'adresse suivantes : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/9898>

Nations Unies – Comité permanent interorganisations, « Inter-Agency Humanitarian Evaluation on Gender Equality and The Empowerment of Women and Girls ». CPI, 2020. Disponible à l'adresse suivante : <https://interagencystandingcommittee.org/inter-agency-humanitarian-evaluations/inter-agency-humanitarian-evaluation-iahe-gender-equality-and-empowerment-women-and-girls-geewg-2020>

⁶¹ Nations Unies – Comité permanent interorganisations, « Inter-Agency Humanitarian Evaluation on Gender Equality and The Empowerment of Women and Girls ». CPI, 2020. Disponible à l'adresse suivante : <https://interagencystandingcommittee.org/inter-agency-humanitarian-evaluations/inter-agency-humanitarian-evaluation-iahe-gender-equality-and-empowerment-women-and-girls-geewg-2020>

⁶² Le Label égalité des sexes du PNUD est une initiative fondée sur des données probantes et des normes établies, qui a contribué à améliorer l'attention portée à l'égalité des sexes et à créer un changement transformateur dans l'ensemble des bureaux de pays qui y participent. Elle consiste en un engagement des bureaux sur deux ans visant à favoriser une attention globale sur l'égalité des sexes à tous les niveaux dans leurs opérations, leur culture, leurs programmes, leurs financements, leurs politiques et leurs partenariats. Environ 28 pour cent des bureaux de pays du PNUD bénéficient du Label égalité des sexes (soit 48 sur 170).

⁶³ Programme des Nations Unies pour le développement, « UNDP Gender Equality Seal A Guide for Country Offices: 2018-2019 Round ». PNUD, 2018. Disponible à l'adresse suivante :

<http://www.ictfund.org/files/0000/138/UNDP%20Gender%20Equality%20Seal%20Guide%20for%20COs%20RSC%20and%20RBx.pdf>

⁶⁴ Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Evaluation of UNDP Strategic Plan 2018 – 2021 ». PNUD, 2021. Disponible à l'adresse suivante : <http://web.undp.org/evaluation/evaluations/thematic/spe-2021.shtml>

⁶⁵ Programme des Nations Unies pour le développement, « Statement by Usha Rao-Monari UNDP Associate Administrator - Annual report of the Administrator on the implementation of the UNDP Gender Equality Strategy ». PNUD, 2021. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.undp.org/speeches/annual-report-implementation-undp-gender-equality-strategy-2018-2021>

⁶⁶ Programme des Nations Unies pour le développement, « Gender Analysis of UNDP Strategic Plan 2018 – 2021 ». PNUD, 2018. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.undp.org/publications/undp-gender-equality-strategy-2018-2021>

⁶⁷ Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Uganda ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12291>

-
- ⁶⁸ Programme des Nations Unies pour le développement, « Gender Analysis of UNDP Strategic Plan 2018 – 2021 ». PNUD, 2018. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.undp.org/publications/undp-gender-equality-strategy-2018-2021>
- ⁶⁹ Programme des Nations Unies pour le développement, « Gender Analysis of UNDP Strategic Plan 2018 – 2021 ». PNUD, 2018. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.undp.org/publications/undp-gender-equality-strategy-2018-2021>
- ⁷⁰ Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Turkey ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12289>
- Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Panama ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12284>
- ⁷¹ UNDP Kirghizistan, « Post Project Evaluation Report: Women and Girls as Drivers of Peace and the Prevention of Radicalization ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : https://www.un.org/peacebuilding/sites/www.un.org.peacebuilding/files/documents/kyrgyzstan_2018_project_evaluation_2_english_0.pdf
- ⁷² Programme des Nations Unies pour le développement, « Rapport annuel de l'Administrateur sur la mise en œuvre de la Stratégie du PNUD pour la promotion de l'égalité des sexes en 2020 ». PNUD, 2020. Disponible à l'adresse suivante : <https://digitallibrary.un.org/record/3927398?ln=fr>
- ⁷³ Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Cameroon ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12268>
- Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Turkey ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12289>
- Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Colombia ». PNUD, 2018. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/9396>
- Programme des Nations Unies pour le développement, « Statement by Usha Rao-Monari UNDP Associate Administrator - Annual report of the Administrator on the implementation of the UNDP Gender Equality Strategy ». PNUD, 2021. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.undp.org/speeches/annual-report-implementation-undp-gender-equality-strategy-2018-2021>
- ⁷⁴ Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Uzbekistan ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12564>
- ⁷⁵ L'indicateur de l'égalité des sexes est l'un des moyens mis en place par le PNUD pour mesurer l'intégration des questions liées au genre. Cet outil permet au PNUD de suivre et de surveiller le degré de sensibilité au genre de chaque allocation financière et chaque dépense engagée dans le cadre de ses programmes de développement. L'indicateur de l'égalité des sexes exige que les gestionnaires évaluent le produit du projet selon une échelle à quatre grades (GEN 3, GEN 2, GEN 1 et GEN 0) indiquant sa contribution à la réalisation de l'égalité des genres. Le PNUD s'est engagé à affecter 15 % des ressources de l'organisation à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes.
- ⁷⁶ Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Evaluation of UNDP Strategic Plan 2018 – 2021 ». PNUD, 2021. Disponible à l'adresse suivante : <http://web.undp.org/evaluation/evaluations/thematic/spe-2021.shtml>
- ⁷⁷ Nations Unies, « Annual report of the Administrator on the implementation of the UNDP Gender Equality Strategy ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.undp.org/publications/2019-gender-equality-strategy-annual-report>
- ⁷⁸ Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Angola ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/9390>
- Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Argentina ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/9894>

⁷⁹ Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: China ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12269>

Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Bangladesh ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12265>

Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Mauritius ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12282>

Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Union of Comoros ». PNUD, 2018. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/9397>

⁸⁰ Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: China ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12269>

Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Bangladesh ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12265>

Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Mauritius ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12282>

Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Union of Comoros ». PNUD, 2018. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/9397>

Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Angola ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/9390>

Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Argentina ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/9894>

⁸¹ Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Kosovo ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12620>

Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Serbia ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12619>

Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Uzbekistan ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12564>

Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Azerbaijan ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/9896>

⁸² Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Mauritius ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12282>

Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Madagascar ». PNUD, 2018. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/9400>

Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Bangladesh ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12265>

Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Maldives ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12281>

⁸³ Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: China ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12269>,

Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Maldives ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12281>

Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Bangladesh ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12265>

Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Mauritius ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12282>

⁸⁴ Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Evaluation of UNDP Strategic Plan 2018 – 2021 ». PNUD, 2021. Disponible à l'adresse suivante : <http://web.undp.org/evaluation/evaluations/thematic/spe-2021.shtml>

Programme des Nations Unies pour le développement, « UNDP Gender Equality Strategy 2018-2021–2018 ». PNUD, 2018-2021. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.undp.org/publications/undp-gender-equality-strategy-2018-2021>

⁸⁵ Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Bangladesh ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12265>

Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Mauritius ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12282>

Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, « Independent Country Programme Evaluation: Indonesia ». PNUD, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12275>

À PROPOS DU BUREAU INDÉPENDANT D'ÉVALUATION

En produisant des données probantes objectives, le Bureau indépendant d'évaluation (BIE) aide le PNUD à accroître sa redevabilité et permet de tirer de meilleurs enseignements des expériences passées. Le BIE améliore également l'efficacité du PNUD dans le domaine du développement au moyen de ses évaluations par programmes et par thèmes. Enfin, il contribue à la transparence de l'organisation.

À PROPOS DE LA SÉRIE « RÉFLEXIONS »

La série « Réflexions » du BIE s'intéresse à de précédentes évaluations et recense les enseignements tirés des activités du PNUD dans le cadre de ses différents programmes. Elle rassemble les connaissances issues de l'évaluation pour fournir des éléments pertinents afin d'améliorer la prise de décision et les résultats en matière de développement. La présente édition met en lumière les enseignements tirés des évaluations des interventions du PNUD dans des contextes de crise.

#EvalLessons



web.undp.org/evaluation



[/undp_evaluation](https://twitter.com/undp_evaluation)



[/ieoundp](https://www.facebook.com/ieoundp)